



Déclaration liminaire CTL du 24 juin 2022

Monsieur le président,

Par message du 18 mai, le directeur général s'est adressé aux personnels de la DGFIP pour annoncer, dans le cadre de la préparation des nouvelles orientations stratégiques, l'organisation d'un grand « remue-méninges » prétendant associer l'ensemble des agents.

Il y précise que ces travaux, qui s'échelonneront jusqu'à l'été porteront sur l'avenir de nos métiers, les conditions d'exercice de nos missions, les relations avec nos partenaires, mais qu'ils pourront également conduire à questionner les valeurs, les atouts, les fragilités, les marges d'amélioration de la DGFIP.

Au travers de ce message, la direction générale entend lancer un débat prétendument participatif sur l'avenir de notre direction, selon des modalités dépendant des conditions d'organisation locales, en dehors de toute orientation prédéfinie.

Tout semble donc bien parti pour débattre sereinement et utilement de l'avenir de nos missions. A ceci près que cette orientation a été présentée aux directeurs au cours du 1er trimestre, et que des réflexions « approfondies » avec ces derniers sur les prochaines évolutions de la DGFIP ont déjà été engagées, sans aucunement y associer les représentants des personnels. On va devoir/pouvoir donc discuter pendant des semaines alors qu'encore une fois, tout est joué d'avance.

Ce manque de transparence et cette volonté affichée de lancer un grand débat tous azimuts démontrent une nouvelle fois que tout cela n'est que pure communication.

La recette est bien connue, elle nous a déjà été servie via le DOS (documentation d'orientation stratégique), ou le COM (contrat d'objectifs et de moyens), autant de noms pompeux pour, comme toujours, expliquer aux agents de tous grades, comment ils devront faire mieux avec moins, tout en remerciant chaleureusement la direction générale qu'une feuille de route leur ait été fournie.

Les organisations syndicales ont unanimement boycotté le CTR du 23 mai, et nous nous abstiendrons donc de tous commentaires à ce sujet, par cohérence avec nos organisations nationales.

Autre élément à l'ordre du jour, qui illustre le décalage entre le réseau et la centrale, entre les agents en charge des missions de terrain comme la fiscalité des particuliers ou des professionnels, la gestion publique, la publicité foncière, le contrôle fiscal ou le cadastre, et ceux en charge de la communication à tout crin : l'observatoire interne.

Un bel exemple illustrant à quel point la communication maison est efficace : plus les agents répondent qu'ils se sentent mal au travail, plus on analyse qu'ils vont mieux depuis le dernier observatoire, plus les agents répondent que les réformes vont trop vite, plus on analyse que ces réformes sont efficaces, plus les agents répondent qu'ils ont perdu tout sens au travail, plus on analyse qu'ils sont satisfaits de percevoir une micro prime en fin d'année, plus les agents répondent

que la qualité de leur travail se dégrade, plus on analyse qu'il faut encore resserrer le réseau ... Et quand les réponses sont définitivement trop marquantes, comme au sujet du manque d'effectifs, on supprime carrément la question, c'est plus simple.

Notre maison est devenue tellement attractive, que les directeurs en sont réduits à faire personnellement la promotion du concours de catégorie C, tout en demandant naturellement à leurs agents d'y participer. Curieux concept de demander à des agents vivant mal leur quotidien au travail, d'aller quérir dans leur entourage des bonnes âmes pour gonfler les rangs.

Le nouveau réseau de proximité, la suppression continue et systématique des effectifs, le recours massif aux contractuels (pour pallier le manque d'attractivité de certains services et/ou casser le statut de la fonction publique), le gel du point d'indice, les perpétuelles réorganisations de services, sont autant d'éléments qui nuisent aux conditions d'exercice de nos missions, et qui dégradent la motivation des équipes.

Vous pourrez nous expliquer avec les meilleurs outils de communication et éléments de langage que ces réorganisations de services sont essentielles à la vie des agents et usagers, vous aurez du mal à convaincre les usagers qui aujourd'hui font 60 km pour obtenir un service qui était à moins de 5km il y a 2 ans.

Les agents, eux, constatent depuis bien longtemps que la direction reste sourde à leurs revendications et c'est une des nombreuses raisons de leur mal-être croissant. Et ces faux élans de débats dont tout le monde connaît l'issue, ne font qu'en rajouter une couche.